

ACTUALITÉS

ST-EUSTACHE *Un moyen de pression*

SUITE DE LA PAGE 1

réal une rencontre entre des représentants du centre hospitalier et du ministère de la Santé et des services sociaux. «Je crois que la décision des médecins a surpris le ministère, dit Michèle Pelletier, directrice des Services professionnels du Centre hospitalier de Saint-Eustache. Ils n'avaient pas compris jusqu'à maintenant la gravité de la situation et croyaient que la crise allait passer avec le mois de juillet.»

Ainsi, quelques instants après l'annonce des 64 démissions, Mme Pelletier recevait un appel de Québec lui enjoignant de participer à une réunion dès le lendemain. Le sous-ministre, le président de la Régie régionale des Laurentides, de même que le directeur du Centre hospitalier de Saint-Eustache, M. Jean-Guy Nadeau, et des représentants des médecins seront conviés à cette rencontre qui devrait, selon Mme Pelletier, désamorcer cette bombe. «Ils se déplacent, c'est déjà bon signe.»

Une porte-parole du ministère de la Santé et des services sociaux, Claire Rémillard, a de son côté déclaré que ces démissions massives étaient un moyen de pression comme un autre. «Ça n'a pas de conséquences immédiates.»

Les médecins omnipraticiens et spécialistes de Saint-Eustache jugent quant à eux que la situation est devenue franchement intolérable, et qu'ils ne pouvaient plus continuer à pratiquer leur profession dans un hôpital qui se désertifie de jour en jour, faute de moyens pour y faire quoi que ce soit. Aucune intervention nécessitant les services d'un anesthésiste ne peut plus être pratiquée à Saint-Eustache.

Les médecins ont déclaré qu'ils en avaient assez de voir leurs patientes enceintes aller accoucher ailleurs, au gré des disponibilités dans les hôpitaux de la région, des cancéreux attendre des délais intolérables avant d'être opérés. Ils rejettent toute solution temporaire, telle que proposée par Québec: tel anesthésiste les deux prochaines semaines, tel autre les deux autres, et ainsi de suite. On sait que le Québec connaît une pénurie d'anesthésistes sans précédent, et que d'autres centres hospitaliers, tels Sainte-Croix à Drummondville et Le Gardeur, connaissent aussi des difficultés.

Pour solutionner la crise, les médecins omnipraticiens et spécialistes souhaitent bien sûr obtenir les services du jeune résident anesthésiste Anh-Tai Lé, qui a manifesté le désir de venir travailler à Saint-Eustache. Malheureusement, ce dernier a signé un contrat avec Québec l'obligeant à aller travailler cinq ans au centre hospitalier de

Rimouski, qui compte déjà six anesthésistes. «Le gouvernement ne veut pas créer de précédent en rompant ce contrat, dit le Dr André Bonneau, omnipraticien à Saint-Eustache, mais on sait qu'il y en a déjà eu. Nous connaissons le cas d'un chirurgien qui a pu rester à Québec, car sa femme y exerçait déjà comme pérenataliste, et d'un psychiatre qui a pu pratiquer une semaine en région et trois semaines en périphérie, là où les besoins étaient criants.»

Les médecins sont stressés, ils ne veulent pas vivre des situations extrêmes qui pourraient être fatales à un patient, faute d'anesthésistes. Le Dr Julie Lalancette, chef du département de médecine générale, raconte l'histoire de ce petit garçon de trois ans venu à l'urgence en mai dernier pour une crise d'asthme. Il avait besoin d'oxygène, chose qu'un médecin peut lui donner. Mais soudain, on a dû l'intuber d'une manière que seul un anesthésiste connaît. «S'il n'avait pas été là, l'enfant serait mort.» Garder ouvert le Centre hospitalier de Saint-Eustache durant ce mois de juillet peut donc s'avérer carrément dangereux.

Les médecins ont des appuis. Dix mille résidents de la région ont signé une pétition réclamant l'arrivée immédiate d'un anesthésiste. Les différentes associations médicales, sans appuyer officiellement la démission des médecins et spécialistes de Saint-Eustache, ont dit très bien comprendre leur geste. «Le premier rôle du médecin est de donner des services à son patient, dit le Dr Georges Boiteau, porte-parole de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec. S'ils ne peuvent plus le faire, je comprends qu'ils décident de démissionner.» Le Dr Paul Landry, président de l'Association des hôpitaux du Québec, affirme que cela dénote un malaise très profond. «C'est un geste de désespoir qui a des conséquences très graves pour la population de cette région, ainsi privée de services hospitaliers. J'espère que des développements nouveaux vont permettre aux médecins de reconsidérer leur geste.» Il croit que le ministre Marc-Yvan Côté, totalement silencieux depuis le début de la crise, n'aura pas le choix cette fois de sortir de son mutisme.

Le directeur-général de la Régie régionale des Laurentides, Jean-Pierre Perreault, s'attendait à un geste comme celui-ci. Il croit que les médecins devront cependant assouplir leurs positions pour trouver une solution intermédiaire à la crise. «Il reste une vérité incontournable: le Québec connaîtra une grave pénurie d'anesthésistes durant les cinq prochaines années.» Il faudra donc, dit-il, faire preuve de beaucoup d'imagination.

Ottawa injecte 3,15 millions dans le projet Méduse à Québec

RÉMY CHAREST
CORRESPONDANT À QUÉBEC

Le député de Québec et nouveau Ministre des Finances du Canada, Gilles Loiselle, a confirmé hier, lors d'une conférence de presse à l'hôtel de ville de Québec, la contribution de 3,15 millions de dollars du gouvernement fédéral au projet Méduse, regroupement de onze organismes culturels et communautaires prévu dans la pointe de la côte d'Abraham, à Québec, renvoyant du coup la balle dans le camp du gouvernement provincial.

Dans ce projet évalué à près de 10 millions de dollars, en gestation depuis 1989 et représentant une pièce majeure de la revitalisation du centre-ville de la capitale, la Ville de Québec et le Fédéral ont maintenant tous deux confirmés leur présence de manière ferme, laissant un point d'interrogation sur un montant de 2,5 millions de dollars provenant du ministère de la Culture, dossier qui est présentement entre les mains du Conseil du Trésor.

Lors de la conférence de presse, le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, indiquait en effet que le ministre Liza Frulla lui avait récemment confirmé que le ministère de la Culture avait donné son aval au projet, maintenant soumis à l'examen du Conseil. Une décision est espérée d'ici

la fin de l'été.

L'annonce du ministre Loiselle, faite conjointement avec les autorités de la Ville de Québec et les dirigeants du regroupement Méduse, représentés par M. Gilles Arteau, visait ostensiblement à mettre une pression supplémentaire sur les épaules des autorités provinciales dans ce projet «à la veille de se réaliser» depuis plus d'un an. Cette intention semble confirmée par le fait que la décision du fédéral était prise depuis mars et surtout, par la possibilité que les travaux soient entrepris sans nécessairement attendre la décision du provincial. «On ne va tout de même pas leur dire qu'on va se débrouiller sans eux,» lançait même à la blague M. L'Allier.

Le maire de Québec soulignait d'ailleurs que l'état des immeubles ayant à être rénovés pour la création du centre Méduse commandait fortement que les travaux débutent avant l'hiver prochain, et que l'injection de plus de 6 millions de dollars permettait de mettre en marche le chantier.

Pour sa part, M. Gilles Arteau annonçait que le regroupement Méduse donnerait en septembre une présentation détaillée des budgets alloués aux travaux, et s'engageait à fournir de fréquents rapports d'étape sur l'évolution du projet. Selon lui, on pourrait estimer de manière «optimiste» que le chantier pourrait être ouvert en octobre et que l'entrée des divers organismes aurait alors lieu à l'automne 1994.

Six prévenus profitent de rénovations pour s'évader de Bordeaux

MARTINE TURENNE
LE DEVOIR

Six prévenus du Centre de détention de Montréal, ex-Bordeaux, se sont évadés hier après-midi en se joignant à une équipe d'ouvriers qui rénovait une aile de la prison.

Les six prévenus ont profité de la

fin de la récréation, vers 15h30, pour briser une clôture et se faufiler à travers une brèche. Ils se sont joints par la suite à des ouvriers qui venaient tout juste de terminer leur journée de travail dans l'aile est du centre de détention, en rénovation cet été. Prévenus et travailleurs sont sortis à pied de la prison.

C'est la deuxième évasion de ce genre en autant de jours à Bordeaux.

Hier, un détenu a aussi profité de la présence d'ouvriers pour prendre la clé des champs.

Les prévenus, qui sont en attente de procès, ne sont pas considérés comme dangereux. Les policiers de la CUM ont fouillé les environs de la prison durant une heure hier après-midi, mais sans résultat. C'est la Sûreté du Québec qui mène l'enquête.

INDICE Reprise de l'embauche

SUITE DE LA PAGE 1

tion sort du marasme.

Les mises en chantier et la vente de maisons sont en hausse au Canada. C'est la première hausse de l'indice de logement depuis novembre 1992.

Le marché de l'emploi est également relativement actif. Le rapport de l'agence fédérale note que l'indice de l'emploi aux personnes et aux entreprises a augmenté de 0,2 pour cent.

Selon l'économiste de Statistique Canada, pas moins de 99 000 emplois ont été créés au pays en juin. De ce nombre, 51 000 étaient des emplois à temps plein.

On souligne également que le nombre hebdomadaire d'heures supplémentaires de travail a augmenté de 0,5 pour cent, passant de 38,6 heures en mai à 38,8 heures en juin.

Les consommateurs semblent retrouver un brin de confiance en l'économie et recommencent à acheter des biens durables dont les ventes ont atteint 3,6 milliards le mois dernier, un bond de 0,3 pour cent par rapport à mai dernier.

Les ventes de maisons ont provoqué une augmentation substantielle des ventes de meubles et d'articles ménagers qui totalisaient 1,08 milliard en juin, soit 0,6 pour cent de plus que le mois précédent.

«La demande des ménages s'améliore de façon générale, conclut Statistique Canada, les ventes de biens durables, qui s'étaient relâchées au cours de l'hiver, se hissent à 0,3 pour cent.»

Le seul des dix secteurs de l'économie qui n'ait pas subi une hausse est celui des livraisons des stocks. Les inventaires des entreprises restent élevés: il faudrait actuellement 14,5 mois pour les liquider.

C'est la première fois depuis janvier dernier que les livraisons de produits finis cessent de progresser. L'agence fédérale note toutefois que les exportations continuent de bien se porter.

Clyde Wells ne voit pas de solution rapide à la crise des pêches

Saint-Jean, T.-N. (PC) — Le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, ne croit pas que la Conférence des Nations unies sur la pêche en haute mer trouvera une solution rapide au problème de la destruction des stocks de poissons, une ressource cruciale pour sa province.

Déplorant la lenteur et la lourdeur des pourparlers de la conférence sur la surpêche, M. Wells a dit ne pas s'attendre à ce qu'ils donnent des résultats à temps pour protéger les espèces menacées.

«Je ne voudrais pas induire les gens de cette province en erreur en leur faisant croire que l'ONU est tout près de trouver une solution», a dit le premier ministre à son retour de la Conférence des Nations unies sur la pêche en haute mer.

La conférence, d'une durée de trois semaines, qui a débuté lundi à New York, est censée élaborer de nouvelles règles sur la pêche en eaux internationales, règles qui seraient ensuite révisées par l'Assemblée générale.

Pour Terre-Neuve, l'enjeu est énorme. Plusieurs ont attribué à la pêche excessive de bateaux étrangers la destruction des réserves de poissons de fond, comme la morue.

Des fonctionnaires fédéraux du ministère des Pêches ont laissé entendre qu'entre 1986 et 1992, les bateaux de pêche étrangers auraient pris 16 fois les quotas de poissons de fond établis par l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest, qui fixe les quotas recommandés de pêche.

Aujourd'hui, plus de 20 000 Terre-neuviens dépendent de l'assistance fédérale pour vivre depuis l'imposition par Ottawa d'un moratoire de deux ans sur la pêche aux poissons de fond, comme la morue, auparavant extrême-

mement abondante. On craint maintenant que les stocks de poisson ne se rétablissent pas avant au moins la fin de la décennie, ce qui repousserait d'autant la levée du moratoire.

M. Wells, qui a rencontré des leaders de plusieurs pays réunis pour la conférence, a dit garder espoir, tout en admettant que ses réserves d'optimisme tirent à leur fin. Il a ajouté qu'il pourrait retourner à New York pour «maintenir la pression» en faveur de la conclusion d'un traité global sur la conservation du poisson, assorti de mesures de contrôle plus sévères, pour enrayer la surpêche étrangère et

protéger les réserves de poissons des océans de la planète.

Alors que le gouvernement fédéral privilégie la voie diplomatique pour parvenir à une telle entente, M. Wells a répété qu'en cas d'échec des pourparlers, Ottawa devrait prendre le contrôle des stocks de poisson, non dans l'intérêt du Canada, mais de l'humanité, parce qu'ils sont menacés d'extinction.

Pendant ce temps à New York, Greenpeace a accusé les navires de pêche européens de tuer des baleines par l'emploi de filets dérivants illégaux, en Méditerranée.



PHOTO PAUL CAUCHON

Le Centre Nouvel-Air Matawinie au lac à la Truite. Un vrai petit Club Med familial pour les gens du coin. On y trouve auberges, chalets, salles à manger et salons, activités pour les enfants avec service de gardiennage, SPA luxueux avec piscine, saunas, bain tourbillon, soins en tous genres, etc. Plus de la moitié de la clientèle vient d'Europe.

CLUB *Dur défi*

SUITE DE LA PAGE 1

Manawan, perdue dans le bois à près de 100 km et reliée par une route de gravier à Saint-Michel.

Mais de quel développement parle-t-on? La présence européenne leur fait prendre conscience de l'extraordinaire potentiel de la région, presque miraculeusement préservée, et plusieurs personnes voudraient améliorer l'hébergement, l'accueil, la restauration. Sans défigurer ce qui justement attire les touristes-explorateurs, la nature sauvage. Dur défi.

Pour le moment, le milieu veut obtenir du ministère de l'Énergie et des Ressources des terres publiques afin de les développer à des fins «récréo-touristiques».

Marcel Champagne s'irrite d'avance de la réaction des fonctionnaires, «qui tuent encore plus avec leurs crayons qu'avec des armes», et il peut raconter pendant des heures les redevances qu'il faut payer aux différentes ZEC autour du lac Taureau si on veut en faire le tour, «l'impossibilité de développer les berges du lac Taureau qui appartiennent au gouvernement», le développement de la Pointe Fine à 14 kilomètres du grand lac, développement lancé par le ministère «sans consultation avec le milieu local», 220 lots créés pour l'habitation, la moitié des lots vendus ou loués, avec des résidents en colère parce que les lots sont trop loin des rives, trop éparpillés, parce que les chemins sont trop difficiles à entretenir, etc.

Jacques Girardin, directeur de la Chambre de commerce, explique que le milieu local s'entend actuellement autour de trois pôles de développement.

On veut d'abord construire l'été prochain un kiosque touristique à Saint-Zénon pour mieux mettre en valeur la région des Sept-Chutes, un ensemble de sentiers et de points d'observation d'une grande qualité. Pour ce faire on a besoin de se voir rétrocéder des terres publiques. Ensuite on veut s'entendre à Saint-Michel pour dévelop-

per certains aspects du grand lac Taureau, aspects qui demeurent flous pour le moment.

Puis Manawan veut s'ouvrir. La réserve possède déjà un restaurant qui commence à développer des mets amérindiens; elle va former un club de moto-neige, et «il leur faut développer de l'hébergement» explique M. Girardin.

Dans toute la région les projets surgissent. On a créé un camping municipal, l'année dernière un groupe d'actionnaires a ouvert un club de golf.

Mais le moteur de l'actuel boom touristique se situe sur les berges du lac à la Truite: ouvert en 1989 sur le site d'un ancien camp des Frères de l'Instruction chrétienne, le Centre Nouvel-Air Matawinie est qualifié de mini Club Med familial par les gens du coin, avec auberges, chalets, salles à manger et salons, activités pour les enfants avec service de gardiennage, SPA luxueux avec piscine, saunas, bain tourbillon, soins en tous genres, etc. Plus de la moitié de la clientèle vient d'Europe, et Jacques Girardin ne cache pas qu'on pourrait construire des réseaux de tourisme à partir de ce centre.

Christian Morissonneau, enseignant, géographe, historien, président du Conseil régional de la culture pendant huit ans, conseiller municipal à Saint-Zénon, explique que tout développement doit «absolument gager sur la nature sauvage. Je crois que les gens savent maintenant que c'est la nature sauvage qui est notre atout. On ne veut pas refaire les Laurentides. Et les conseils municipaux sont maintenant conscients qu'ils peuvent être des agents de développement, pas seulement des spectateurs.»

Argument définitif: grâce à un nouveau programme d'épandage biologique, on a beaucoup réduit l'année dernière le nombre de moustiques autour de Saint-Michel, et on tente de reprendre l'expérience l'année prochaine. Si les maringouins collaborent, il y a lieu de rêver...

